

Plan social à l'Université Paul Sabatier Toulouse 3 : 200 postes sur la sellette.

Ce 19 septembre 2016, Jean-Pierre Vinel, président de l'Université Paul Sabatier depuis janvier 2016, a une nouvelle fois tenté de faire passer au conseil d'administration son nouveau projet de politique générale qu'il a faussement nommé « pacte de développement de l'Université ». Il a dû une nouvelle fois renoncer. Personne n'est dupe : ce projet, monté dans l'urgence, annonce essentiellement une réduction de la masse salariale à hauteur de 200 postes afin de répondre au désengagement de l'Etat dans les services publics à peine camouflé par une politique de rigueur qui serait salvatrice. Pour l'Université, après une réduction des moyens financiers depuis plusieurs années, c'est une réduction des moyens humains que ce pacte veut entériner quand le nombre d'étudiants inscrits ne cesse d'augmenter d'année en année, quand la production du savoir par la recherche dans les laboratoires est de plus en plus impérieuse. Autant appeler cela une destruction organisée de l'enseignement supérieur et de la recherche publique.

Le processus est bien ficelé, après deux années consécutives de déficit organisé par l'Etat, la loi contraint l'Université en défaut à se faire accompagner par le ministère pour mettre en place un plan de redressement. Si ce plan, imaginé par l'équipe de direction et présenté au ministère le 17 juin a semble-t-il obtenu son quitus ; il en est autrement des personnels de l'Université. Le mouvement de contestation animé par l'intersyndicale CGT FSU FO Sud Unsa et Unef qui s'est mis en place sur le campus dès la mi-juin, rejette en bloc ce plan social et demande a contrario des postes et des moyens pour répondre aux obligations d'un service public.

Le président avait choisi de prendre à revers le dialogue démocratique et fin juin dans une Université vide de ses étudiants et d'une bonne partie de ses agents, il soumettait aux instances son pacte. Peine perdue, grâce à la détermination des personnels, c'est une motion lui demandant de revoir son plan qui fut voté par le conseil d'administration début juillet. Encouragé par l'attitude autoritaire du gouvernement face au mouvement national que soulevait la loi travail, M. Vinel ne changera rien à son pacte de développement. Il le soumet une nouvelle fois pour avis au Comité Technique en charge des questions des personnels fin juillet et au CHSCT fin août. Là encore il reçut un avis majoritairement défavorables des syndicats.

Alors, ce 19 septembre, devant le rassemblement des personnels toujours aussi déterminés et soutenus par leur intersyndicale, sans laisser la place aux échanges et dès la première minute le président a ajourné le conseil d'administration de l'Université, instance décisionnelle, qui devait s'exprimer sur le pacte de développement. Qualifiant l'engagement des personnels de son Université de « déni de démocratie », agacé, il quitte la salle, promettant que la prochaine consultation aurait lieu dans un lieu sécurisé

En assemblée générale l'après-midi, les personnels de Paul Sabatier renouvelaient leur participation ce mercredi 21 septembre à la journée de mobilisation sur le campus du Mirail en but également au désengagement de l'Etat. Ils votaient la grève reconductible à l'Université Paul Sabatier à partir du lundi 26 septembre. La CGT mettra toutes ces forces en œuvre pour s'opposer à la destruction organisée de ce bien commun qu'est le service public d'enseignement supérieur et de recherche.